



**Centre d'étude et d'action  
sociale de la Mayenne  
(CÉAS)**

6 rue de la Providence  
53000 Laval  
Tél. 02 43 66 94 34  
Fax : 02 43 02 98 70  
Mél. ceas53@wanadoo.fr

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

Vendredi 6 août 2010

N° 369

## International

### Un seul objectif du Millénaire pour le développement est atteint **L'extrême pauvreté recule dans le monde**

Le 8 septembre 2000, 189 États des Nations unies ont adopté la Déclaration **du millénaire. Ils se sont engagés à réaliser, d'ici 2015, des Objectifs du millénaire** pour le développement (OMD). À cinq ans de la date butoir, les récentes crises économiques, financières, alimentaires et même climatiques, **ne permettent pas d'être optimiste concernant la réalisation des objectifs.** Un seul parmi les huit objectifs énoncés devrait être atteint : « Réduire de moitié, de 1990 à 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ».

En 2000, le Sommet du millénaire a fixé huit objectifs à atteindre d'ici 2015 :

La pauvreté et la faim : réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ; réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim ; assurer la possibilité pour chacun de trouver un emploi décent.

**L'éducation** : donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

**L'égalité des sexes** : éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.

La mortalité infantile : réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

La santé maternelle : réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle ; rendre universel l'accès à la médecine procréative.

La santé : avoir enrayé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle ; d'ici à 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida ; avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies graves.

**L'environnement** : intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ou à des services d'assainissement de base ; améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis.

Le partenariat mondial : mettre en place un système commercial et financier ouvert, réglementé et non discriminatoire ; traiter le problème de la dette des pays en développement ; mettre les technologies de l'information et de communication à la portée de tous ; rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en voie de développement.

Selon le quotidien *Le Monde* du 24 juin 2010, seul le premier objectif devrait être atteint : « *Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait passer de 1,8 milliard à 920 millions d'ici 2015* ». L'Afrique est la grande perdante de ces OMD. Inversement, l'Asie enregistre des progrès importants sur tous les points. Les pays « développés », signataires de ces objectifs, n'ont pas tenu leurs engagements. Seuls cinq pays donateurs (le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède) ont atteint la cible de 0,7 % du revenu national brut, fixée par l'ONU pour l'aide publique au développement (APD). Et le contexte économique et financier actuel

ne facilite pas la remobilisation des États sur cette aide publique au développement.

Une centaine de chefs d'État se retrouvent le 20 septembre 2010 à New York pour l'assemblée générale de l'ONU. Elle fera l'objet d'une remobilisation des États et d'une réflexion sur les financements innovants. En effet, l'aide publique au développement montre ses limites et d'autres pistes sont envisagées. À l'instar de la taxe sur les billets d'avion créée en 2006, une taxe sur les transactions financières est également en réflexion, ainsi qu'un prélèvement sur les paris sportifs...

## Médias

*Le Monde* a trouvé ses repreneurs

### Au tour du *Parisien* d'être mis en vente

*Le Parisien* est discret dans la presse quotidienne mais il en constitue l'un des fleurons. En fait, pour en évaluer le poids, il convient d'additionner les chiffres du *Parisien* – qui relève de la presse régionale – et ceux d'*Aujourd'hui en France*, sa déclinaison en province, qui relève de la presse quotidienne nationale. Le contenu des deux titres est quasiment identique. Dans les kiosques mayennais, c'est donc *Aujourd'hui en France* que l'on peut se procurer.

Le quotidien a pour principal atout sa lisibilité. Les articles sont courts et accessibles, largement illustrés. Le format se manie aisément. Le contenu n'est pas très fouillé. Il privilégie facilement le fait divers. Cependant, on y trouve souvent des thèmes inattendus, inédits.

*Le Parisien* et *Aujourd'hui en France* sont la propriété du groupe Amaury (75 %) et du groupe d'Arnaud Lagardère (25 %). Outre ces deux quotidiens et les imprimeries qui vont avec, ainsi qu'une société de portage à domicile et une régie publicitaire – pour lesquels Marie-Odile Amaury recherche un repreneur – le

groupe Amaury possède également le quotidien sportif *L'Équipe*, sans oublier ASO (Amaury Sport Organisation), spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs, et pas n'importe lesquels : le Tour de France, Paris-Roubaix, Paris-Dakar, l'Enduro du Touquet, le Marathon de Paris, l'Open de France... ASO organise, et *L'Équipe* couvre l'événement !

Désireux de renforcer encore plus sa présence dans le sport, Arnaud Lagardère avait eu des visées sur ASO, mais face au refus de Marie-Odile Amaury, Arnaud Lagardère pourrait céder sa propre participation de 25 % dans le groupe. Pour *Le Parisien* et *Aujourd'hui en France*, les noms de quelques repreneurs sont déjà avancés : Vincent Bolloré et Orange, l'Allemand Springer, ou encore le groupe de presse italien RCS Mediagroup qui publie *Corriere della Sera*.

La réussite de cette vente est censée permettre au groupe Amaury d'investir sur de nouvelles activités, probablement plus rémunératrices que les deux quotidiens généralistes.



« *L'apocalypse est déjà sur la planète, simplement nous sommes peut-être encore du bon côté de la barrière. Le système invente des stratagèmes de tranquillisation généralisée. Les supermarchés sont pleins mais les gens ne savent pas que pour cela nous transportons de l'alimentation du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest, au détriment de notre capacité à la produire là où nous sommes (...). Si tous les paysans faisaient grève, on se rendrait compte qu'ils sont importants. Si la SNCF fait grève, on attend. Si les paysans ne veulent plus nous nourrir, on fait quoi ? La chose la plus importante, c'est donc la terre qui nous nourrit. Une politique intelligente est une politique qui intègre cette idée du patrimoine nourricier* ».

Pierre Rabhi, Rue 89, 24 juillet 2010.